

## BP 2018 : Explication de vote du groupe « Gauche Républicaine et Citoyenne »

(Jean BARTHOLIN, Violette AUBERGER, Pascale VIALLE - DUTEL)

**On ne peut plus garder la tête dans le sable et ignorer le mal vivre actuel de notre société, de nos territoires, et de notre planète.** Pour l'essentiel, ce mal vivre est la conséquence de cette déshumanisation qu'impose l'obsession de la rentabilité financière ... Il est temps que l'Action Publique retrouve sa raison d'être pour renverser cette trajectoire mortifère ! En charge des solidarités, notre collectivité doit impulser l'exigence de ce défi devenu vital...mais cela ne transparait pas vraiment dans le sens et le contenu de ce budget !

Certes, et cela freine notre implication vers ce changement de cap : les moyens de **notre action sont très encadrés par un système techno comptable de plus en plus éloigné de la vie réelle de nos territoires et de notre société...**Cet exercice budgétaire reflète bien cette dépendance. Nous l'avons dit à propos du prétendu pacte financier qui nous est imposé, et dont nous dénonçons l'hypocrisie... Nous devons désormais appliquer la logique techno comptable qui nous impose de serrer l'évolution de nos dépenses, quitte à masquer les besoins auxquels nos missions doivent répondre... **Mais cette soumission a des limites que nous ne devons pas franchir au risque de trahir le sens de notre engagement !** Face à ce pacte sournois qui va insidieusement accélérer la dévitalisation de notre Collectivité, **nous devons donc opposer une résistance constructive en recherchant des degrés de liberté pour honorer du mieux possible nos missions !**

**Nous y parvenons assez bien dans le domaine des solidarités territoriales, où la force de notre volonté constructive pour honorer cette mission** s'appuie sur l'intelligence du dialogue et de la réflexion collective. *Et notre action dans ce domaine doit s'enrichir encore de l'implication généralisée de tous les élus de terrain que nous sommes pour valoriser la proximité et garantir la pertinence de notre soutien à l'action locale...* Et retenons la leçon : c'est par le dialogue constructif que nous parvenons à nous retrouver sur l'essentiel pour **conforter la raison d'être de notre Collectivité que certaines forces voudraient balayer ...** *Que cette dynamique partagée pour faire vivre les solidarités territoriale fasse école dans d'autres domaines, comme nous l'avons dit à propos du Plan Jeunes, pilier important et novateur de notre politique l'éducative... Nous l'avons dit aussi à propos de notre Agenda 21 qui ne doit pas devenir un catalogue de belles intentions, support de communication !*

**Dans le domaine social, la tâche est rendue difficile avec la question récurrente du versement des AIS, qui n'est toujours pas compensé à la bonne hauteur par l'État....** Sur le plan de l'autonomie, même si la loi ASV a amené quelques moyens nouveaux pour renforcer la prévention, cette préoccupation budgétaire subsiste et empiète inévitablement sur le bon exercice de notre mission qui relève d'abord de l'Action sociale .... Nous devons d'abord soutenir l'autonomie des personnes face au handicap, au vieillissement...mais aussi face au chômage et à la désocialisation que peut générer la privation d'emploi.... Et devant la nécessité de parer au plus pressé, on peut craindre que ce sera notre investissement en

faveur de la prévention qui pourrait d'abord être affecté, et cela à l'encontre des bonnes intentions affichées entre autre dans notre nouveau Schéma de l' Autonomie....**ce qui laisse augurer une aggravation des difficultés dans les années à venir !**

**Ainsi, dans l'actualité de ce budget, la récente réforme tarifaire nous incite à relayer une approche très technocratique sur le champ du soutien à l'autonomie...cette réforme semble privilégier une logique de ressources à laquelle les charges et dépenses des structures devront se soumettre....Ainsi, et cela relève d'un choix budgétaire que nous n'approuvons pas : « la valeur du point GIR » implicitement choisie pour fixer les dotations autonomie allouées aux établissements ne permettra pas cette « remise à niveau » que nous réclamions, pour atténuer les difficultés manifestes de certaines situations, faute de moyens humains,** conséquence des restrictions cumulées que notre Collectivité a du relayer auprès des EHPAD et autres structures d'accueil d'année en année. ..

**Pour le RSA,** la polarisation sur le « RSA fraude » que nous avons déplorée, révèle bien que **l'exigence comptable tend à s'imposer alors que l'essentiel de notre énergie doit être mobilisée ailleurs !** L'accompagnement des personnes pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle est bien, ici, notre principale mission, que notre collectivité s'efforce d'ailleurs d'honorer de son mieux avec ses dispositifs LOIRE, Remise en Jeu, CI et E d'Insertion... Et notre action est d'ailleurs malmenée par la volonté de l'État de mettre fin aux emplois aidés ! Mais, comme l'a constaté depuis longtemps ATD QUART MONDE en engageant la démarche TZCLD, les limites de notre action sont bien là : ***si potentiellement le travail ne manque pas pour répondre aux besoins de notre société et de nos territoires, ce sont les emplois qui manquent du fait de l'exigence de rentabilité à laquelle est soumise notre économie...***D'où notre proposition de relayer l' expérimentation des TZCLD ...*Cette démarche, qui implique la citoyenneté territoriale aux côtés de l'économie sociale et solidaire, mérite d'être intégrée en appui de notre dispositif LOIRE, dans le cadre de notre PTI,.... En s'impliquant ainsi, notre Institution trouvera un nouveau souffle, vers ce nouveau cap si nécessaire ....La réponse qui nous a été apportée reflète pourtant un manque d'enthousiasme de ce point de vue.*

**Nous éprouvons la même déception à la lecture des réponses apportées à notre demande visant à faire de notre Agenda 21 un véritable outil pour impulser des actions structurantes capables d'encourager les transitions qui s'imposent :** La requalification thermique des bâtiments publics, le développement des circuits courts autour de la restauration collective, sont des chantiers inhérents à ces transitions incontournables...Ils doivent relever de vraies dynamiques partagées dans le cadre de partenariat que le bon sens impose..Les réponses apportées à nos propositions, révèlent un manque d'enthousiasme pour oser l'action capable d'amorcer la construction d'un modèle Social et Économique DURABLE, misant sur le partage des vraies richesses essentielles à l'épanouissement humain, préservant l'avenir ...de notre société et de notre Planète...Cette perspective qui fonde notre propre Agenda 21 n'est pas assez affirmée dans ce budget.

**Enfin, et là nous rejoignons le thème de la sincérité qui devrait toujours guider notre réflexion et notre action** ...et transparaître dans ce Budget. Il est temps que nous ôtions cette tâche d'insincérité que constitue ce projet virtuel qu'est l'A45, et qui nous impose autant de discordances et de contradictions ! Mais surtout : comment imaginer pouvoir imposer aux collectivités d'un département voisin un projet aussi incongru dont elles ne veulent pas ? **Une action sincère et volontaire s'impose ici pour améliorer le potentiel de mobilité durable au bénéfice de nos habitants ! Notre collectivité doit donc engager une réflexion partagée avec les collectivités du Rhône pour construire une solution conforme aux exigences de notre temps!** Pour agir vraiment, au nom du simple bon sens, quittons cette posture sans issue, revenons en cohérence avec les belles intentions de notre Agenda 21, et libérons ainsi tout notre potentiel d'action et de réflexion, y compris pour engager la bonne utilisation de cette marge de manœuvre budgétaire qui nous permettrait d'oser emprunter virtuellement 231 M € pour un investissement de long terme ! Imaginons ce que nous pourrions faire avec dans des domaines qui relèvent vraiment de nos missions ! ...Et quant au rêve avancé par certains, y compris pour justifier ce projet chimère...tirons les enseignements de **la récente étude conduite par France Stratégie qui démontre que le bassin stéphanois ne profite nullement de la croissance économique impulsée par la Métropole Lyonnaise, mais qu'il subit au contraire un effet de « pompe aspirante ».**

**Pour conclure, ce budget n'intègre pas l'audace clairvoyante dont nous devons faire preuve pour renforcer par la Réflexion / Action la raison d'être de notre Collectivité...et cela dans un contexte sociétal, territorial...et même mondial, où cette raison d'être n'aura jamais été aussi nécessaire !** Et pourtant, notre collectivité départementale dispose de quelques marges de manœuvre pour renforcer son implication ! Oser l'innovation sociale que l'on effleure déjà, renforcera aussi notre capacité d'agir au bon endroit...Nous démontrerions ainsi combien notre Institution départementale est précieuse pour construire les bases d'un nouvel Avenir face aux dégâts d'une compétitivité qui ne cesse d'exclure les personnes et les espaces dont nous avons la charge au titre des solidarités.

Certes, nous ne voterons pas ce budget compte tenu du manque d'audace, de volonté et d'enthousiasme qu'il révèle au delà des chiffres, pour aller là où nous devons aller davantage...Néanmoins, les réflexions et débats que nous avons eues, les conversions de certains sur des sujets aussi importants que l'enfance en difficulté et l'éducation face à la délinquance, le fait que sur de nombreux domaines, tel d'abord celui des solidarités territoriales, nous ne sommes pas loin de nous retrouver en consensus, font briller une lueur d'espoir qui nous permet de surmonter notre déception...d'être tenus de voter contre ce budget !

Pour le groupe « Gauche Républicaine et Citoyenne »

Jean BARTHOLIN